

2 Relevés d'intervention du CN du PCF du 22 et 23.11.2025.

Ce dernier Conseil national qui se tenait exceptionnellement à Marseille avait deux points à son ordre du jour : premièrement, la situation politique nationale et les élections municipales ; deuxièmement l'engrenage guerrier en Europe et l'urgence d'agir pour la paix.

Evelyne Ternant – Doubs. Le fédéralisme comme solution à la crise politique ?

Mon intervention porte sur un volet de la politique du gouvernement Lecomte hors des projecteurs médiatiques et passé inaperçu dans le tourbillon qui entoure le débat budgétaire, mais pourtant déterminant pour l'avenir de la démocratie : l'annonce par le premier ministre de la mise en débat d'un « grand acte de décentralisation » pour les prochaines semaines, avec l'objectif, je cite « de « décentraliser des responsabilités, avec des moyens budgétaires et fiscaux et des libertés, y compris normatives ». Des proches du pouvoir, de Muselier à Le Drian en passant par Borloo et Louvrier¹ n'ont pas hésité à lâcher le mot encore un peu tabou de « fédéralisme », assorti bien sûr de la précision « à la française », car ils pressentent qu'il y aurait de la résistance en France à voir les régions à l'instar des Länders allemands légiférer en droit civil, droit pénal, droit économique, libertés publiques, traitements et retraites de la fonction publique, sécurité intérieure, éducation, enseignement supérieur et culture...

L'AMF) elle aussi propose de procéder, je cite « immédiatement à un transfert du pouvoir réglementaire aux collectivités, sauf pour ce qui relève du régalien, qui doit rester le monopole de l'État ».

Certains à gauche mêlent leur voix au concert fédéraliste : les Écologistes, bien sûr, fédéralistes à tous crins, de l'Europe à la nation, mais aussi des socialistes, tels Loïc Chesnais Girard, président de la région de Bretagne, qui dit : « Moi, je suis breton et je veux servir et pour servir le Bretagne, il faut que Paris nous lâche les basques que Paris nous donne des pouvoirs locaux. [...]. Vous sentez comme moi le ras le bol par rapport à ce qui se passe à Paris, les décisions prises rien que dans le périphérique nous font crever, nous font étouffer. Et les problèmes que les bretons et les bretonnes vivent ne sont pas les mêmes problèmes que l'Île-de-France ou que la Provence Côte d'Azur [...] On peut décider plus proches et mieux, ce qui concourra au rétablissement des comptes publics. Nous n'avons pas le droit au déficit. Quand nous assumons des responsabilités, nous les assurons avec l'argent que nous avons. » Un discours de différenciation régionale au nom des économies budgétaires qui interpelle et ne doit pas être laissée sans réplique !

Il y a bel et bien une forte pression des classes dominantes pour une transformation fédéraliste des institutions politiques en France. Prenant appui sur la crise politique inédite, les blocages institutionnels, la crise des finances publiques, la colère populaire et le sentiment d'abandon, ceux-là mêmes qui en sont responsables font miroiter l'espoir d'un remède miracle dans une décentralisation : une décentralisation qui n'a rien à voir avec la nécessaire restitution aux collectivités locales des marges de manœuvre politiques et financières qui ont été grignotées au cours du temps, mais tout à voir avec l'objectif de démembrement de la République.

Notre histoire montre pourtant que l'échelon local n'est pas « naturellement » démocratique, pas plus que l'échelon national serait « naturellement » tyrannique. En revanche, dans le capitalisme, il y a des logiques économiques puissantes qui s'opposent à la satisfaction des besoins sociaux et écologiques, et ce, à tous les échelons du local au mondial.

Une régionalisation française sous contrainte des classes dominantes

Le fédéralisme consiste à déléguer des compétences législatives de l'État généralement au niveau régional. En France, les lois de décentralisation de 1982 instituant les régions furent des avancées démocratiques, en installant un pouvoir politique régional élu face aux préfets de région, et en créant les CERS (Conseil Économique, Social et Environnemental) : ces lieux où des représentants syndicaux et associatifs sont en droit de donner un avis sur les politiques régionales, à égalité avec le patronat – CERS que veulent supprimer les forces de droite, d'extrême droite et le patronat. Les réformes suivantes (Raffarin-Sarkozy et Valls-Hollande) ont au contraire utilisé l'échelon régional pour effacer les deux échelons issus de la Révolution française que sont la

commune et le département, c'est-à-dire faire reculer la proximité et l'égalité territoriale. Elles s'inscrivent dans un projet politique « d'Europe des régions » porté par les classes dirigeantes européennes : une Europe où les régions participeraient à des décisions jusque-là réservées aux états, affaiblissant les solidarités nationales. Cette régionalisation-là s'inscrit dans un processus de dislocation du pays, de hiérarchisation des territoires, pour le plus grand profit des multinationales et des capitaux mondiaux, qui font leur marché des aides publiques en mettant les territoires en concurrence.

Pour des collectivités locales et des régions de progrès

Après plus de 40 ans de politiques régionales et malgré ce contexte délétère de régionalisation, le fait régional existe aujourd'hui, même dans les régions où l'histoire et la culture ne peuvent pas être invoquées comme des identifiants : la vie quotidienne dépend largement des politiques locales et régionales, qui peuvent être un point d'appui important pour des conquêtes démocratiques et des transformations sociales et écologiques :

- des instances de planification démocratique, avec de représentants syndicaux et associatifs, dotées du pouvoir de mobiliser des fonds régionaux, permettant un contrôle des aides publiques aux entreprises.

- l'organisation d'une démocratie sanitaire, pour faire valoir des besoins à opposer aux plans de démantèlement des ARS

- la bataille du financement, avec le recours au crédit du pôle bancaire public, et une réforme fiscale, qui sorte les collectivités de leur dépendance aux dotations d'état et à la TVA, et s'en prenne en particulier aux revenus financiers des entreprises, banques et assurances.

Ces quelques pistes de dépassement des processus actuels de décision et de financement montrent que la question de décentralisation ne peut pas être posée hors des rapports de classes et du projet de société. Le présidentialisme, le technocratisme ne sont pas l'exclusivité du niveau central : c'est même un mode de fonctionnement assez largement reproduit dans certaines collectivités territoriales : l'enjeu est donc de réaliser à tous les niveaux, local, régional, central, des innovations démocratiques dans des domaines que le patronat considère comme sa chasse gardée : là où les dirigeants actuels veulent mettre en place des « zones franches » aux droits sociaux affaiblis, en concurrence les unes avec les autres, fragilisées face au rouleau compresseur du capital financier mondial. N'oublions pas que la régionalisation du SMIC reste une proposition phare de certains cercles libéraux !

Jusqu'où l'autonomie locale et régionale ?

Cela nous oblige à affronter sans esquivance la question des limites à l'autonomie, en particulier pour les régions : Jusqu'où aller pour ne pas basculer dans les ruptures d'égalité républicaine, et en revenir aux provinces de l'Ancien régime ? Comment, sans brider, bien au contraire, les capacités d'initiatives locales, ne pas accepter que s'installent des différences durables dans l'accès aux services publics : ici la gratuité scolaire, mais pas là ; là le billet TGV à un euro, mais pas ici. Les effets négatifs d'une régionalisation sans mise en cohérence nationale sont déjà-là, avec le fractionnement du réseau ferroviaire TGV et ses ruptures de correspondances interrégionales.

Comment accorder l'autonomie fiscale souhaitable et souhaitée, tout en évitant la différenciation entre territoires riches et territoires pauvres, comment couper court aux tentations de désolidarisation fiscale nationale qui naissent forcément des déséquilibres régionaux ?

Pour empêcher ces tendances à la fragmentation territoriale, il faut instaurer à l'échelle nationale des garde fous puissants, tels que des règles nationales, des cahiers des charges identiques, et des systèmes de péréquation financière, etc..

Nous emparer rapidement de la question de la décentralisation

Nous avons besoin d'approfondir nos réflexions sur ces sujets, d'autant plus que le débat n'aura pas lieu qu'avec la droite ! Si nous ne voulons pas que domine un débat biaisé entre étatistes d'un côté, fédéralistes de l'autre, bien d'accord entre eux pour masquer les enjeux de pouvoir économique, si nous ne voulons pas être pris de court par des changements adoptés au pas de charge (car il peut y avoir une majorité de congrès -Assemblée nationale plus Sénat- pour un tel démembrement), il faut nous en occuper très vite. C'est la raison pour laquelle je propose que le CN se dote rapidement d'un groupe de travail sur la décentralisation

Jean-Marc Durand – Drôme

Je vais tenter de relier entre eux, plusieurs constats et réflexions. S'agissant des municipales, je voudrais rappeler que l'ensemble des commissions du parti a participé au printemps dernier à la rédaction d'une plaquette d'une cinquantaine de page, détaillée et indiquant clairement le sens de l'engagement communiste pour les municipales de 2026. Cette plaquette me semble largement méconnue dans le parti. Il serait bien de rappeler son existence à toutes les fédés afin qu'elle soit proposée à la lecture des communistes mais aussi et surtout des candidat.e.s. Elle est très utile. Par ailleurs le constat que je peux faire de l'engagement communiste dans cette campagne, que nous ayons la tête de liste ou que nous soyons colistiers est que me semble-t-il, nous avons beaucoup de prévention à afficher notre identité et notre apport original. Sans doute pense-t-on qu'ainsi nous aurons plus de chances d'être élu.e.s ou de consolider le rassemblement. À mon avis ce calcul n'est pas le bon et peut même s'avérer contre productif. Les citoyens ont besoin d'avoir en face d'eux des candidat.e.s qui s'engagent clairement. Ils savent qu'il y a besoin de ruptures avec les logiques actuelles, qu'il y a aussi besoin de vérité. D'où l'enjeu par exemple de venir sur les questions de financements mais aussi de démocratie nouvelle. Ce sont deux questions qui sont au cœur des politiques de résistance et de conquête car sans moyens et sans renouvellement des pratiques de gestion municipale, il sera compliqué de promouvoir un vrai changement de politique. Et par conséquent, il existe un vrai risque de déception des citoyennes et citoyens qui nous font confiance. À ce propos, projet de nouvelle fiscalité locale, mise en place de Cesel (1), recours au crédit et projection sur un nouveau type d'intercommunalité, voire d'organisation administrative des territoires, sont des questions qui peuvent vraiment intéresser les populations locales et les mobiliser.

Les élections municipales sont étroitement traversées par le besoin d'intervention des populations dans le débat politique pour la construction de l'alternative. Car si les élu.e.s de quelque niveau qu'ils ou elles soient, sont utiles pour agir dans les institutions à partir des propositions que porte notre parti, autant le changement de politique dont le pays a besoin, ne se fera pas par une simple voie délégataire. Il passera inévitablement par une mobilisation populaire et sa mise en action autour d'idées, de propositions et d'un projet précis.

On constate aujourd'hui par exemple avec le blocage autour du débat budgétaire, combien une intervention populaire dans la durée et sur le fond serait nécessaire pour sortir des impasses. Les mobilisations du début de l'automne ont permis un bougé, visible notamment dans les déclarations initiales de Lecornu mais on voit bien qu'aujourd'hui l'étau est en train de se refermer.

Un étau dont la vise est d'autant plus serrée que les appétits capitalistes croissent au fur et à mesure où le besoin de mettre de plus en plus d'argent au profit de la rentabilité et de la course à l'armement s'exprime de plus en plus clairement.

C'est en partie l'explication qu'on peut trouver aux propos irresponsables et honteux du Chef d'État Major des Armées devant le congrès des maires de France. Une déclaration qui en dit long sur l'état d'esprit qui règne dans les plus hautes sphères de la République, faisant le choix de brandir le risque d'une guerre imminente plutôt que d'œuvrer à la paix, tout cela pour préserver les intérêts de quelques-uns

(1) <https://www.economie-et-politique.org/2025/08/04/pour-une-nouvelle-institution-locale-le-comite-economique-social-environnemental-local-cesel/>